juin 2015

CSEF - Bulletin d'information

Chers collègues des coalitions CSEF

Six mois à peine se sont écoulés, et l'année 2015 a déjà été marquée par un travail important et passionnant. Fin février, suivant l'Assemblée générale de la CME à Johannesburg, les coalitions et les partenaires du CSEF se sont réunis lors de la Rencontre internationale du CSEF. Ces événements ont fourni une occasion exceptionnelle d'échanges et de débats sur les questions actuelles et émergentes que pose l'éducation mondiale, de réflexions communes sur les réalisations accomplies grâce à nos programmes, et de planification stratégique. Le partage d'expériences et de leçons a tenu une large place dans les discussions, ce qui est un élément capital pour valoriser et instituer des bonnes pratiques, renforcer les capacités et établir de nouveaux partenariats. Le programme du CSEF offre un éventail prodigieux de possibilités d'apprentissage et nous devons continuer à le favoriser et à l'exploiter.

En février, l'élection de nouveaux représentants au Conseil d'administration du GPE a été organisée pour être validée pendant l'Assemblée mondiale de la CME. Le calendrier du processus a permis au groupe de la société civile d'engager le dialogue avec les nouveaux membres du Conseil d'administration.

En outre, lors de la Semaine mondiale d'action de cette année, nous avons assisté à un élan prodigieux de campagne à travers le monde sur le thème « **Voter pour l'éducation – Le droit à l'éducation pour la période 2000-2030** ». Vous avez été nombreux à pousser vos gouvernements à consentir un dernier effort en vue d'atteindre les objectifs de l'EPT. Certains se sont impliqués dans les processus de l'après-2015 et ont exercé des pressions sur leurs ministres afin qu'ils s'engagent en faveur d'un nouveau cadre ambitieux pour l'éducation. Pour en savoir plus sur les événements qui se sont déroulés dans le monde, consultez e site Internet de la SMA : **http://actionweek.campaignforeducation.org/fr/**. Ce travail de campagne se poursuivra tout au long de l'année dans le cadre des initiatives déployées pour l'après-2015, ponctué par de nombreuses manifestations importantes de plaidoyer, comme récemment le Forum mondial de l'éducation en Corée – au cours duquel la société civile a apporté sa contribution à la Déclaration finale d'Incheon, qui comporte des engagements pour garantir une éducation de qualité, équitable et inclusive et des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030 –, la Conférence sur le financement du développement à Addis Abeba en juillet, l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre et la Conférence générale de l'UNESCO en novembre, entre autres.

Ce bulletin d'information revient sur certaines activités mentionnées ci-dessus et illustre également des exemples du travail essentiel réalisé dans le cadre du programme du CSEF. Nous nous sommes entretenus avec Anne Pakoa de la coalition VEPAC (Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition) sur le thème de l'engagement dans des circonstances difficiles et de l'utilisation de la radio comme mécanisme important de plaidoyer. En fait, depuis 2013, les coalitions CSEF ont mené 2306 interventions avec le recours des médias, ce qui a permis de sensibiliser l'opinion et d'étendre le débat public sur l'éducation. Nous présentons également un exemple de l'action de la coalition NEP au Cambodge, tournée vers la recherche et le plaidoyer sur le financement de l'éducation et le travail budgétaire – afin d'accroître l'investissement en faveur des enseignants et de l'éducation de qualité. C'est également une composante prépondérante du travail d'autres coalitions CSEF, qui ont produit depuis 2013 188 rapports de recherche et de suivi budgétaire et 383 propositions et présentations politiques.

2015 est une année importante pour le CSEF. Le Partenariat mondial pour l'éducation a donné l'opportunité à la CME de soumettre une proposition pour une nouvelle phase du programme de trois ans, couvrant la période 2016-2018. Afin de pouvoir bénéficier d'un financement régulier, il est essentiel que nous continuions à faire la preuve du bien-fondé du programme, en partageant, mutuellement et avec le Partenariat mondial, des récits de bonnes pratiques et d'impact, de manière à intensifier l'apprentissage et le renforcement du mouvement. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli dans le cadre du CSEF, et nous ne devons pas oublier de le documenter et de le diffuser largement dans les temps à venir.

En solidarité,
Le Secrétariat de la CME

CAMPAGNE MONDIALE POUR
L'EDUCATION
www.campaignforeducation.org

Sommaire:

Introduction 1
Rencontre internationale du CSEF 2
Principaux événements prévus en 2015 2
Nouveaux représentants des OSC au Conseil d'administration du GPE – et votre participation ! 3
L'éducation est l'affaire de chacun ! Entretien avec Anne Pakoa 4
Récit de bonnes pratiques : Cambodge 4
Approches de la société civile : Utiliser la radio dans le plaidoyer 5
Dignité : Documentaire haïtien 5
Ressources 6

Rencontre internationale du CSEF

La CME a organisé les 27 et 28 février 2015 **la Rencontre internationale du CSEF** à Johannesburg en Afrique du Sud, rassemblant près de cinquante coalitions CSEF nationales et régionales, des partenaires, des alliés et des donateurs. La Rencontre internationale avait pour thème « **Échanger et apprendre avec le CSEF** » et son but était de partager des expériences, de tirer des enseignements de nos difficultés et nos réussites mutuelles et de réfléchir aux avancées du programme du CSEF. Parmi les orateurs de cette manifestation de deux jours figuraient des représentants de l'UNESCO, du GPE, de l'Initiative allemande BACKUP – Éducation en Afrique, de Government Spending Watch, ainsi que des réseaux et des coalitions CSEF régionales et nationales.

La rencontre a débuté par la communication aux participants d'informations actualisées sur le CSEF qui mettaient en évidence la diversité des contextes, les domaines prioritaires et les approches du programme, par exemple l'engagement accru des coalitions africaines dans les GLE, la création de mouvements démocratiques actifs au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, le renforcement des capacités de recherche pour le plaidoyer en Amérique latine et la consolidation de la solidarité en Asie et dans le Pacifique. Ensuite, des discussions plénières et des sessions de groupe distinctes se sont déroulées sur différents thèmes portant sur l'engagement avec le GPE, l'importance du financement de l'éducation dans le contexte de l'après-2015, l'utilisation de la recherche dans le plaidoyer et l'engagement dans les GLE et dans d'autres processus politiques nationaux. Les participants ont jugé que les discussions en réunion plénière et en petits groupes, ainsi que les études de cas nationales étaient extrêmement utiles.

Les sessions finales de la Rencontre internationale ont été axées sur le suivi et l'évaluation du programme du CSEF et ont été le cadre de discussions sur les nouveaux objectifs et les nouvelles stratégies et approches à déterminer pour la prochaine phase du CSEF, allant de 2016 à 2018. Un rapport complet de la Rencontre internationale du CSEF sera disponible très prochainement.

Principaux événements prévus en 2015 :

- 19e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth aux Bahamas**, 22-26 juin**
- Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement en Norvège, **6-7 juillet**
- 3e Conférence internationale sur le financement du développement à Addis Abeba en Éthiopie**, 13-16 juillet**
- 7e Congrès mondial de l'Internationale de l'Education à Ottawa au Canada, **21-26 juillet**
- **Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** à Washington DC aux États-Unis, **15-16 septembre**
- 70e Assemblée générale des Nations Unies à New York aux États-Unis**, 15-28 septembre**
- Sommet de l'ONU pour l'adoption de l'agenda du développement post-2015 à New York aux États-Unis, **25-27 septembre**
- Le G20 des filles 2015 à Istanbul en Turquie, **5-6 octobre**
- Sommet mondial sur l'innovation en éducation (WISE) à Doha au Qatar, **3-5 novembre**
- 38e Conférence générale de l'UNESCO à Paris en France, **3-18 novembre**
- **Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)** à Dakar au Sénégal, **8-10 décembre**
- Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'EPT : 8e Forum de dialogue politique**, décembre,** Mexique (date et lieu exacts à confirmer)

Nouveaux représentants des OSC au Conseil d'administration du GPE – et votre participation !

Au début de l'année, la CME a organisé les élections pour les sièges des représentants de la société civile (OSC 1 – organisations du Nord / internationales – et OSC 2 – organisations des pays en voie de développement) au Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'Education (GPE). Le Conseil d'administration du GPE dispose également d'un siège pour le troisième groupe de la société civile, le corps enseignant, qui est coordonné par l'Internationale de l'Education. Les élections des OSC 1 et 2 ont culminé lors de l'Assemblée mondiale de la CME à Johannesburg fin février 2015. Au total, 80 votes ont été exprimés et les représentants suivants ont été élus :

David Archer

Tony Baker

OSC 1 – Sièges de la société civile du Nord / internationale :

- **David Archer** d'ActionAid a été réélu comme membre du Conseil d'administration.
- **Tony Baker** de RESULTS Educational Fund a été élu comme suppléant au Conseil d'administration.

OSC 2 – Sièges de la société civile des pays en développement :

- **Cheikh Mbow** de la coalition nationale de l'éducation au Sénégal, COSYDEP (Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique) a été réélu comme membre du Conseil d'administration.
- **Janet Muthoni-Ouko** de la Coalition Elimu Yetu au Kenya a été élue comme suppléante au Conseil d'administration.

Nous sommes très heureux d'accueillir ces représentants qui occuperont les fonctions de membres du Conseil d'administration du GPE pour les deux années à venir. David Archer et Cheikh feront valoir la mémoire institutionnelle et les connaissances engrangées au cours de leurs mandats précédents au Conseil d'administration du GPE, et Tony Baker et Janet Muthoni-Ouko offriront de nouvelles perspectives ainsi que leur longue expérience acquise dans les processus et les débats politiques avec le GPE au niveau national et international. Si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires sur les nouveaux représentants de la société civile au Conseil d'administration du GPE :

Cheikh Mbow

- Consultez le blog des membres nouvellement élus au Conseil d'administration ici
- **http://www.globalpartnership.org/blog/civil-society-representatives-elected-gpe-board**
- Consultez le blog de Janet Muthoni-Ouko **ici**
- Lisez dans un bulletin d'information précédent du CSEF une interview de Cheikh Mbow **ici**
- Posez-leur des questions en envoyant un e-mail à **jeanpaul@campaignforeducation.org**. Nous publierons leurs réponses dans notre prochain bulletin d'information.

Janet Muthoni-Ouko

Votre engagement dans les processus du GPE

Pour s'assurer que la voix de la société civile est entendue dans les discussions politiques du GPE, il faut une participation active des coalitions CSEF qui opèrent dans les pays partenaires du GPE. Par exemple, le GPE va élaborer dans les mois à venir son prochain Plan stratégique – qui déterminera les actions du Partenariat au cours des prochaines années – et il est important d'essayer d'influer sur ce processus. Des informations complémentaires sur ce thème et les questions relatives au GPE seront communiquées aux personnes dont l'e-mail figure dans la liste des groupes du GPE/OSC qui est administrée par la CME. Si vous ne figurez pas dans la liste, signalez-le par e-mail à **jeanpaul@campaignforeducation.org**.

Il est absolument indispensable également de collaborer au niveau national :

- En contribuant aux processus du plan sectoriel de l'éducation : L'année dernière, la CME a préparé un guide intitulé **Au sujet de la planification** ; il s'agit d'un outil destiné à soutenir les différentes formes de participation de la société civile à la formulation, à l'évaluation préalable et au suivi du plan sectoriel.
- En influant sur les demandes de financement adressées par le gouvernement au GPE : Il est important de veiller à ce que les demandes de subvention au GPE soient pertinentes et documentées avec des contributions des citoyens. Nous diffuserons aux membres de la liste des groupes des OSC des informations précisant quels pays sont candidats à des subventions du GPE ainsi que des outils pour rapidement s'engager dans ces processus. Si vous avez des questions à ce sujet, n'hésitez pas à envoyer un e-mail à kjersti@campaignforeducation.org.

L'éducation est l'affaire de chacun !

Interview de Anne Pakoa, Coordinatrice de la coalition Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition

Anne Pakoa est la coordinatrice de VEPAC (Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition), dont les membres et les partenaires locaux œuvrent activement à défendre et à faire campagne en faveur du droit à une Éducation pour tous inclusive et de qualité au Vanuatu. Anne expose ci-dessous le travail de la VEPAC au Vanuatu, les difficultés qu'elle rencontre et ses réflexions sur le rôle clé joué par les femmes et les jeunes dans le secteur de l'éducation. Vous pouvez obtenir des informations complémentaires sur VEPAC sur sa page Facebook à l'adresse suivante : www.facebook.com/vepac.vanuatu

Q : Parlez-nous un peu de VEPAC

Anne: VEPAC est une coalition qui s'est développée considérablement au cours des dernières années ; grâce au soutien du CSEF, nous avons renforcé notre plaidoyer et notre influence, et ce en dépit d'un environnement difficile. Notre petit État insulaire subit régulièrement des phénomènes climatiques extrêmes, ce qui entrave notre travail et représente une source de difficultés pour le secteur éducatif. Le cyclone Pam, qui a dévasté notre pays en début d'année, a endommagé un nombre considérable d'écoles et a détruit 85 % des constructions de la capitale Port Vila – avec pour conséquence des familles sans foyer, des enfants privés d'accès à l'école et un risque croissant de maladie et de pauvreté. Même se rendre au bureau ou sur le terrain, ou communiquer avec les membres par téléphone ou par e-mail était devenu difficile. Néanmoins, nos membres locaux ont fait preuve d'une incroyable énergie et ont mobilisé des enseignants, des élèves et des parents dans des campagnes fortes, occasionnant une très importante participation des communautés à nos activités. Nous sommes fiers d'être une coalition aussi dynamique aujourd'hui !

Q : Dites-nous comment vous utilisez la radio communautaire pour renforcer votre travail de plaidoyer

Anne: Grâce aux fonds du CSEF, VEPAC se sert activement de la radio communautaire et des médias sociaux pour sensibiliser l'opinion à son travail et aux questions de politique éducative en général. C'est un également un outil précieux permettant aux citoyens de faire part de leurs inquiétudes et de leurs problèmes par rapport au système éducatif actuel au Vanuatu. La radio communautaire nous a aidés à créer des liens avec d'autres organisations partenaires et à augmenter le nombre de nos adhérents depuis notre création, qui est passé de 11 en 2009 à plus de 208 membres actifs aujourd'hui.

Q : Vous répétez souvent «L'éducation est l'affaire de chacun !» – qu'entendez-vous par cela ?

Anne: Le défi du Vanuatu est de veiller à ce qu'une éducation de bonne qualité, gratuite, abordable et inclusive soit offerte à tous les enfants, et VEPAC s'est engagé à contribuer à la réalisation de cet objectif et à en faire son « affaire ». Mais c'est la nation tout entière qui doit relever ce défi et nous ne pouvons pas agir seuls ! Nous voulons que l'éducation devienne l'affaire de chacun et nous sommes persuadés que l'union fait la force.

Q : Comment avez-vous prévu d'utiliser l'agenda de l'après-2015 sur l'éducation pour faire face à ces défis ?

Anne: Les processus de l'après-2015 sont essentiels pour redéfinir l'agenda de l'éducation mondiale et s'assurer que les dirigeants mondiaux réfléchissent à de nouveaux objectifs de durabilité en matière d'éducation, en tenant compte des situations de fragilité et des changements climatiques qui se profilent et constituent une menace pour le développement futur. Le président du Vanuatu, qui assistait à une conférence des Nations Unies sur les risques de catastrophe au Japon au moment même où le cyclone Pam frappait notre pays, a explicitement lié la destruction de l'environnement à la nécessité impérieuse de mettre en place des systèmes d'éducation robustes – ce qui nous donne une opportunité d'influer sur l'agenda de l'éducation au niveau national.

Q : Quels rôles les femmes et les jeunes peuvent-ils jouer pour faire progresser l'éducation ?

Anne: C'est uniquement à partir des deux dernières années que VEPAC a constaté une reconnaissance croissante du rôle des femmes de la part du ministère de l'Éducation. Au début de cette année, le ministère a organisé la célébration de la Journée internationale de la femme et j'ai été personnellement conviée à m'exprimer. J'ai insisté sur le fait que l'accès à l'éducation, aux informations et aux services sociaux de base ne devait pas être réservé uniquement aux femmes éduquées, mais offert à toutes les femmes de toutes les classes sociales, tribus et milieux. Chez VEPAC, nous sommes convaincus que les femmes qui prennent soin de leurs enfants et de leur foyer peuvent également se révéler de véritables défenseurs de l'éducation si on leur laisse la possibilité de jouer ce rôle. Nous croyons également en la passion et l'énergie des jeunes ; en fait, beaucoup de nos membres aujourd'hui sont des jeunes. Pour l'avenir, nous avons prévu de décentraliser notre travail de plaidoyer autant que possible afin de renforcer les capacités de nos membres locaux de manière à ce qu'ils se familiarisent parfaitement avec les futurs objectifs de l'éducation ; nous tenons à impliquer tout particulièrement les femmes et les jeunes dans nos campagnes et notre travail avec les radios communautaires.

Récit de bonnes pratiques : Au Cambodge, NEP pousse le gouvernement à investir dans les enseignants

Au cours des quinze dernières années, le gouvernement cambodgien a peu à peu accordé plus d'attention à l'éducation, comme en témoigne par exemple l'augmentation des investissements dans le secteur qui sont passés de tout juste 7 % du budget national total en 2000 à 18 % en 2015. Au cours des dernières années, le gouvernement a aussi augmenté les fonds destinés à relever les rémunérations des enseignants, un processus auquel a activement participé la coalition NEP (NGO Education Partnership), avec l'appui du CSEF. Les salaires moyens des enseignants se situaient jusque récemment à moins de 80 dollars par mois, avec des paiements souvent irréguliers et retardés qui laissaient les personnels enseignants sans salaire pendant de longues périodes. Cela a amené un nombre significatif d'entre eux à faire payer les supports pédagogiques aux élèves, voire à réserver certaines informations du programme scolaire aux élèves fréquentant des cours du soir payants. De tels coûts indirects grevaient le budget des foyers les plus pauvres, avec pour conséquence une recrudescence des décrochages et la montée des inégalités entre les familles à revenu faible et les plus aisées. Dans ce contexte, NEP a mené des enquêtes auprès de ménages, organisé des actions de suivi au niveau des écoles et consulté les enseignants avant de présenter ses propositions au gouvernement en vue d'améliorer le recrutement et la protection sociale des enseignants et de renforcer la gestion financière, dans le but d'élever la qualité de l'éducation. En réponse, le ministère de l'Éducation a pris en compte les recommandations de NEP et a annoncé en 2013 des augmentations significatives des salaires des enseignants ainsi que l'introduction d'un nouveau système de régulation des paiements et de prévention des déductions salariales non officielles. Globalement, les efforts du gouvernement ont eu un impact positif sur la qualité de l'éducation. Les taux d'alphabétisation des jeunes devraient passer de 83 % au début du siècle à 91 % en 2015. Le programme d'évaluation de l'apprentissage mené par les pouvoirs publics indique que le nombre d'apprenants capables de comprendre ce qu'ils lisent a augmenté dans les dernières années.

Pour de plus amples informations sur NEP Cambodge, consultez leur page Facebook : **https://www.facebook.com/nep.cambodia?fref=ts**

Approches de la société civile : Utiliser la radio dans le plaidoyer

Pour de nombreuses coalitions CSEF, la radio constitue un outil important pour renforcer les campagnes et le plaidoyer, en particulier grâce à des débats et des émissions où les auditeurs peuvent poser des questions. Les avantages de cette approche sont innombrables. Elle permet par exemple de :

- sensibiliser l'opinion publique aux droits à l'éducation, à la législation, au fossé entre les politiques et les pratiques et à d'autres sujets comme la marginalisation ;
- encourager les contributions et les commentaires des auditeurs, et intensifier la participation et la réactivité des citoyens ;
- contribuer au partage et à la collecte des informations sur les contextes locaux et sur les événements survenant dans les communautés ;
- générer des débats et susciter des réactions de la part des responsables gouvernementaux ;
- étendre son rayon d'action et la mobilisation, augmenter les adhésions à la coalition et créer de nouveaux partenariats ;
- atteindre facilement les citoyens là où la connectivité ou l'accès Internet est limité, c'est-à-dire dans les zones rurales ou difficiles d'accès.

Exemples de l'utilisation d'une radio communautaire dans le plaidoyer :

- **COMEDUC Mauritanie** a utilisé la radio pour atteindre ses membres et les consulter au sujet du travail de la coalition visant la prévention de diverses formes de discrimination et de violence à l'école.
- **CONEPT RDC** a diffusé des annonces à la radio sur le lancement de son Observatoire indépendant de l'éducation.
- Des représentants de **TLCE au Timor oriental** ont pris part à des débats radiophoniques sur différents sujets comme le programme national d'alimentation scolaire, l'enseignement multilingue axé sur la langue maternelle dans les centres d'éducation de base, ou encore le financement de l'éducation, pour lequel ils ont exhorté leur gouvernement à allouer au moins 25 % du budget national à l'éducation.
- **REPT Haïti** a diffusé sur les ondes ses opinions sur le projet de loi de Fonds national pour l'éducation. Ils ont également annoncé la diffusion à la radio d'un documentaire (coproduit par REPT et CLADE).
- **PEAN en Papouasie Nouvelle-Guinée** a diffusé une émission radio de questions-réponses avec les auditeurs sur le thème de l'alphabétisation des adultes et de son impact sur le développement.

- Les groupes thématiques de **CN-EPT au Togo** ont participé à des débats radiophoniques sur les questions que soulèvent les grossesses d'adolescentes et les conséquences sur l'éducation des filles.
- **RECEPT en Guinée Bissau** a sensibilisé l'opinion aux difficultés liées à la scolarisation des filles et au rôle des citoyens lors de débats sur l'éducation dans différentes émissions de radio en portugais et créole.

Parmi les autres coalitions qui utilisent la radio communautaire dans leur travail figurent le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, l'Éthiopie, les Îles Salomon, le Malawi, le Pakistan, le Vanuatu et la Zambie.

Quelques conseils de la part des coalitions CSEF sur l'utilisation d'une radio communautaire :

- Déterminez la langue à utiliser en fonction du public ciblé ; sélectionnez les émissions dont le format et le ton sont le plus à même de séduire les auditeurs et les encourager à participer.
- Cherchez des financements ou rapprochez-vous d'organisations susceptibles de fournir une formation ou un mentorat sur le travail auprès des médias au personnel de la coalition, au Conseil d'administration ou aux membres. Par exemple, le personnel de la coalition COESI aux Îles Salomon a réussi à bénéficier d'une formation par le biais de Solomon Islands Media Assistance Scheme (SOLMAS). Grâce à cette formation, le personnel a été en mesure de présenter les activités de la coalition à la télévision et à la radio.

Pour partager des récits dans le bulletin d'information du CSEF sur les activités de votre coalition en rapport avec la radio, veuillez contacter Jean-Paul à jeanpaul@campaignforeducation.org.

Dignité : Un documentaire sur les points de vue des citoyens sur le système éducatif en Haïti

Le système éducatif haïtien fait face à de nombreuses difficultés. 50 % des enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés et près de 90 % des écoles sont privées, ce qui contribue à l'exclusion des enfants les plus pauvres et les plus marginalisés. D'une manière générale, les infrastructures scolaires sont limitées et les politiques en place pour gouverner le secteur et garantir une éducation de qualité pour tous sont insuffisantes. Le tremblement de terre qui a frappé le pays en 2010 a fait 300 000 victimes, laissé deux tiers de la population sans abri et détruit plus de 2 500 écoles. Cinq années après cet événement dévastateur, la coalition Regroupement Education pour Toutes/Tous (REPT) en Haïti a produit, avec le soutien de CLADE et du programme du CSEF, un documentaire intitulé Dignité, qui présente les points de vue et les réflexions des citoyens haïtiens sur le système d'éducation de leur pays.

Le film est sorti en avril 2015 et sera à la disposition du public en plusieurs langues en août cette année sur le site Internet de CLADE : http://campanaderechoeducacion.org/dignite. Les personnes souhaitant voir ou diffuser ce film intégralement avant le mois d'août sont priées d'adresser un e-mail à laura@campanaderechoeducacion.org.

Pour de plus amples informations et pour regarder la bande-annonce http://campanaderechoeducacion.org/dignite/eng/2015/02/20/ola-mundo/.

Ressources :

Votez pour l'éducation : Campagnes autour de l'après-2015

- Le moment de bien faire : Les leçons de l'EPT et des OMD pour l'éducation 2016-2030, CME (2015)
- **Déclarations de position de la CME:**
  - ✳Votez pour l'éducation de QUALITE **(2015)**
  - ✳Votez pour la SECURITE de l'éducation **(2015)**
- **SEMAINE MONDIALE D'ACTION : Votez pour l'éducation : le droit à l'éducation 2000-2030 - boîte à outils de campagne, CME, IE and CIEA (2015).** Pour découvrir les manifestations organisées par les coalitions à travers le monde pour la Semaine mondiale d'action cette année, rendez-vous sur **http://actionweek.campaignforeducation.org/en/around-the-world**.
- Pour de plus amples informations sur les positions de la CME, le contexte et les dernières actualités touchant à l'après-2015, rendez-vous sur : **http://www.campaignforeducation.org/fr/campagnes/l-education-apres-2015**.

Égalité et inclusion dans l'éducation

- Égalité des droits, égalité des chances, **CME (2014)**, rapport de la Semaine mondiale d'action sur **l'éducation inclusive** pour les enfants handicapés.
- L'enseignement en langue maternelle : des leçons de stratégie pour la qualité et l'inclusion, **CME (2013)**, document de stratégie démontrant l'importance de l'éducation en langue maternelle, surtout les premières années
- Les filles y ont droit !, **CME et RESULTS (2011)**, Rapport de stratégie sur le droit des filles à l'éducation
- Even it Up: Time to End Extreme Inequality, Oxfam (2014) est un rapport centré sur les défis liés à la lutte contre la hausse des inégalités dans le monde
- En savoir plus sur les campagnes de la CME pour l'éducation des personnes en situation de handicap **ici.**

Financement de l'éducation

- Financer l'avenir : Un plan d'action pour financer le Partenariat mondial pour l'Éducation, **CME (2014),** document sur le rôle du GPE dans le financement de l'éducation
- Imposer l'équité, **CME (2013)**, sur le financement intérieur et la justice fiscale au profit de l'éducation – pour appuyer le travail de plaidoyer des coalitions
- Gain or Drain: Understanding Public Private Partnerships in Education **(2013), ASPBAE** un guide pour comprendre les PPP dans le secteur éducatif.
- Guide du budget pour les organisations de la société civile œuvrant dans l'éducation, **Fonds du Commonwealth pour l'éducation (CEF, 2008)**
- Government Spending Watch, site Internet géré par **Development Finance International** et **Oxfam** présentant des données et des analyses des dépenses publiques dans plus de 50 pays

Ressources CME à publier prochainement :

- **Profits privés, pertes publiques**, un rapport de la CME et ses partenaires sur les conséquences de la privatisation dans l'éducation - **juin/juillet 2015**
- **Suivi de l'aide à l'éducation- juillet 2015**
- **Financement domestique** une boite à outils - **octobre 2015**
- Vous trouverez plus d'informations sur les campagnes de la CME autour du **financement de l'éducation** ici, et de la **privatisation** ici.

Éducation de qualité

- Chaque enfant a besoin d'un enseignant : Combler le manque d'enseignants qualifiés, **CME et IE (2013)**, rapport de stratégie sur l'importance de former les enseignants pour délivrer une éducation de qualité
- The Right to Learn: Community participation in improving learning, **Save the Children (2013)**
- Plus d'informations sur les campagnes de la CME portant sur les enseignants et l'éducation de qualité ici.

Participation de la société civile

- Au sujet de la planification dans l'éducation, **CME (2014)**
- Liste des lignes directrices et des outils pour participer aux processus du secteur national de l'éducation préparés par l'Initiative allemande Backup – L'éducation en Afrique **(Backup Education, 2014)**
- Youth Education Advocacy Toolkit, **Plan International (2014),** une ressource pour les jeunes qui veulent défendre leur droit à l'éducation
- Participatory Advocacy Toolkit, **VSO (2012)**
- Conduire le bus : Le voyage des coalitions nationales de l'éducation, **Fonds du Commonwealth pour l'éducation (2007)**

Matériels d'apprentissage du CSEF :

- Participation citoyenne et droit à l'éducation : brochure actualisée d'information et de résultats du CSEF, **CME (juin 2015)**
- Brochure des résultats du CSEF, **CME (décembre 2014)**
- Affiche de la CME avec des exemples de bonnes pratiques, **CME (juin 2014)**
- Rapport de résultats du CSEF, **CME (juin 2014)**
- Brochure d'information sur le CSEF, **CME (Mise à jour juin 2014)**
- Plaidoyer de la société civile : Bonnes pratiques et études de cas en Afrique, **CME (Mise à jour juin 2014)**
- Plaidoyer de la société civile pour le droit à l'éducation : histoires et expériences à retenir en Amérique latine et aux Caraïbes, **CLADE (Mise à jour 2013)**
- Persuading Powers: histoires des coalitions de l'éducation en Asie-Pacifique, **ASPBAE (2012)**
- Film sur le CSEF, **CME (2012)**
- En savoir plus sur le CSEF ici.

Autres ressources récentes et utiles

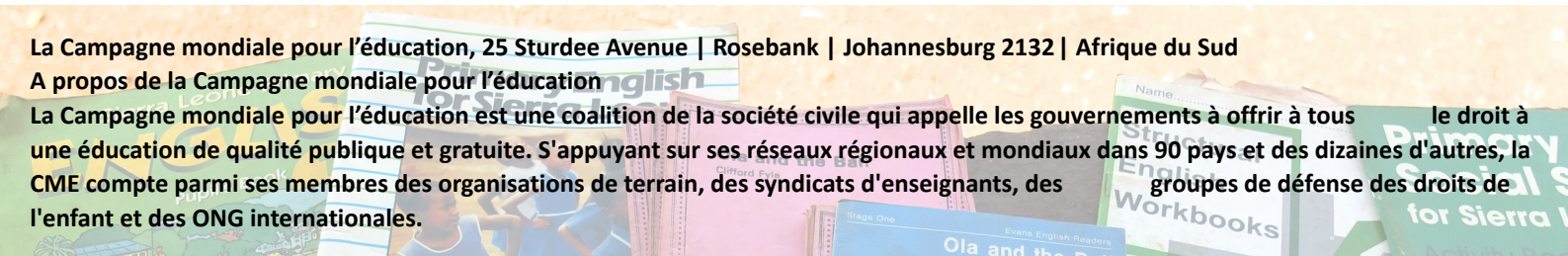
- **Projet Droit à l'éducation : Site Internet et blog**. S'inscrire aux e-bulletins ici
- **Site de ressources pour les défenseurs de l'éducation géré par l'Internationale de l'Education : Education in Crisis**
- **Protection de l'éducation contre les attaques : Déclaration sur la sécurité dans les écoles**, signée par 37 pays pendant la conférence d'Oslo en mai 2015, et **Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés**, développées par la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, sous la direction des gouvernements norvégien et argentin.

Outils de communication et de discussion de la CME

Il existe plusieurs dispositifs et outils pour rester informé, échanger des expériences et dialoguer avec d'autres coalitions de l'éducation et des partenaires :

Le forum de discussion en ligne de la CME
La liste de diffusion de la société civile au sujet du GPE
La page Facebook de la CME (www.facebook.com/campaignforeducation?fref=ts) et son compte Twitter (@globaleducation)

Pour de plus amples informations sur les ressources, les listes et les forums évoqués ci-dessus, ou pour partager vos matériels via le bulletin d'information du CSEF, veuillez contacter Jean-Paul à l'adresse **jeanpaul@campaignforeducation.org**. Consultez le **site Internet de la CME (www.campaignforeducation.org)** pour trouver d'autres ressources de la CME et ses partenaires.



La Campagne mondiale pour l'éducation, 25 Sturdee Avenue | Rosebank | Johannesburg 2132 | Afrique du Sud

A propos de la Campagne mondiale pour l'éducation

La Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition de la société civile qui appelle les gouvernements à offrir à tous le droit à une éducation de qualité publique et gratuite. S'appuyant sur ses réseaux régionaux et mondiaux dans 90 pays et des dizaines d'autres, la CME compte parmi ses membres des organisations de terrain, des syndicats d'enseignants, des groupes de défense des droits de l'enfant et des ONG internationales.